

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



86/33

Déclaration du  
Très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'Etat aux  
Affaires extérieures,  
concernant le respect  
de l'Accord SALT II

OTTAWA

Le 27 mai 1986

Le très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, aujourd'hui a émis la déclaration suivante:

- Comme je l'ai déjà indiqué à la Chambre en janvier, le Canada appuie fermement le régime de contrôle des armements établi en vertu des accords ABM et SALT, et estime que rien ne devrait être fait pour amoindrir leur portée.
- Nous prenons très au sérieux les accusations américaines portant sur le non-respect des accords de contrôle des armements par l'Union soviétique. Nous avons à plusieurs reprises signalé ces accusations à l'URSS, notamment dans une lettre du Premier ministre au Secrétaire général, et nous avons fait des pressions sur l'URSS afin qu'elle y donne une réponse satisfaisante.
- Nous nous réjouissons de la décision prise par le Président, même en l'absence d'une réponse soviétique satisfaisante, de démanteler le sous-marin Poseidon en juin dernier et de son plan visant à se débarrasser de deux autres Poseidon, lorsque le prochain sous-marin Trident entrera en service.
- Toutefois, nous sommes très préoccupés par les répercussions que pourrait avoir l'intention déclarée du président de dépasser les limites fixées par l'accord SALT à la fin de l'année.
- Malheureusement, la décision du Président risque de détourner l'attention du problème que présente le rendement soviétique actuel pour ce qui est de respecter les accords sur le contrôle des armements.
- Nous espérons de tout coeur que, d'ici la fin de l'année, l'URSS et les États-Unis arrivent à s'entendre sur un moyen d'assurer le respect permanent des limites fixées par l'accord SALT II, en attendant de négocier un nouvel accord en vue de réductions radicales de leurs armes nucléaires respectives.
- Nos vues sur l'importance du respect des dispositions de l'accord SALT II par les États-Unis ont été transmises au gouvernement américain.